

Délibération n° 2019-06-20/01

Objet : Convention de gestion de services numériques communs – Montpellier Méditerranée Métropole – Autorisation de signature

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 20 JUIN 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le jeudi 20 juin, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 14 juin 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : B. Conte Arranz

Présents : J.P Rico, Maire

M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne - M. Pellet - J.M. Malek
C. Moreteau - G. Riguidel - B. Rodriguez - S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers - P. Nivresse
O. Boudet - B. Deltour - R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève - C. Prost – A.
Jamet - B. Cosme - I. Gianiel

Absent ayant voté par procuration : A. Conesa excusé pouvoir à F. Boyer

Absents : S. Waselynck

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et l'ensemble de ses communes et plusieurs Centres Communaux d'Actions Sociale ont développé depuis de nombreuses années, des outils partagés afin de répondre conjointement aux défis et aux opportunités qu'offrent la numérisation, la dématérialisation et l'informatisation des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics. Ces évolutions technologiques impactent à la fois leur fonctionnement interne, leurs échanges avec les tiers publics et privés, leurs relations avec les administrés.

L'ensemble des acteurs souhaite poursuivre cette coopération afin de disposer de services publics modernes et efficaces qui puissent offrir à leurs partenaires et à leurs administrés une réactivité et une sécurité informatique optimales. Cette mission d'intérêt général partagée, permet de développer une identité numérique métropolitaine et communale respectueuse de l'ensemble des libertés individuelles, conforme au règlement général pour la protection des données désormais en vigueur au sein de l'ensemble des états de l'Union Européenne.

Cette coopération entre personnes publiques s'inscrit dans les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code des Marchés Publics. Elle constitue une des actions majeures du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes, adopté le 13 décembre 2015 et mis à jour chaque année.

Par délibération du 23 mai 2019, le Conseil de Métropole a approuvé la convention de gestion de services numériques communs, soumise aujourd'hui à l'approbation du Conseil municipal.

Le projet de convention est établi en application des articles L 5217-7 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales et a pour objet de mettre en place des solutions partagées entre la Commune Pérols et la Métropole en matière :

- d'administration électronique
- de services en ligne aux usagers ;
- de dématérialisation des procédures de marchés publics en application des dispositions réglementaires et législatives en vigueur ;
- de mise à disposition publique des données numériques « open data »

Il décrit les différentes fonctionnalités proposées et les obligations réciproques des communes et de la Métropole en matière d'hébergement, de maintenance, de paramétrage, de formation et de mises à jour des données.

Un nouveau service d'archivage électronique à valeur probatoire pour les flux documents télétransmis par la plateforme « e-demat » est proposé.

L'ensemble des évolutions globales des quatre plateformes sera assuré par la Métropole et facturé forfaitairement aux communes. Seules les adaptations demandées par les communes feront l'objet d'une facturation spécifique, établie d'un commun accord en fonction d'une évaluation des temps passés, sur la base du bordereau des prix, annexé à la convention-type.

Ce cadre de convention-type sera adapté en fonction des besoins de chacune des communes membres.

Le montant de la prestation globale annuelle établie en fonction de ces dispositions et du nombre d'applications mises en œuvre par la commune de Pérols, telles que récapitulées en annexe 1 de la convention, s'élève à **194,72 €** et se décompose comme suit :

- Administration électronique (E-demat) : 81,13 €
- Dématérialisation des procédures de marchés publics : 48,68 €
- Services en ligne aux usagers (E-services) : 64,91 €

La mise à disposition de données numériques publiques ouvertes (OPEN DATA) participe au développement économique du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole et à l'amélioration des services publics relevant de sa compétence. Cette prestation est donc effectuée à titre gratuit pour le compte de la commune.

Le coût des 3 autres applications est établi pour chaque cosignataire, sur la base de leur coût global, en fonction de la population municipale 2019, telle que fixée par décret. Ce cadre de conventionnement concerne la période 2019-2021. Les communes pourront, dans le cadre des prestations proposées, faire évoluer leurs besoins, par simple échange de courrier avec la Métropole.

La mise en œuvre de nouvelles applications non définies dans la convention-cadre et ses annexes ainsi que toute modification de ses conditions de mise en œuvre devront faire l'objet d'un avenant entre les deux parties.

La Métropole continuera à prendre en charge 50% du coût des prestations forfaitaires assurées pour les communes.

La présente convention est conclue pour la période 2019-2020-2021.

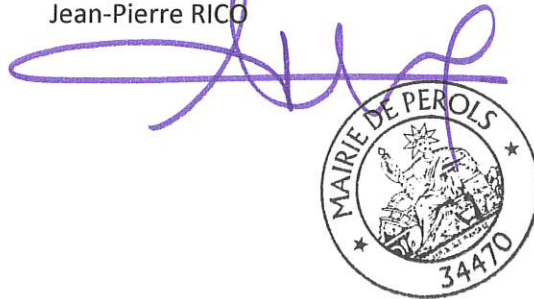
Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser l'adhésion à la convention jointe en annexe à la présente délibération
- Autoriser Monsieur le Maire à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 20 juin 2019
Le Maire
Jean-Pierre RICO



Envoyé en préfecture le 26/06/2019

Reçu en préfecture le 26/06/2019

Affiché le

SLO

ID : 034-213401987-20190620-2019_06_20_01-DE

